

## ELLE A TOUCHÉ LA RECONFIGURATION D'UN PORTEFEUILLE DE 77 ENTREPRISES

# Nouvelle organisation du Groupe Imetal

**Le Groupe des Industries métallurgiques et sidérurgiques (Imetal) a mis en place, dès la fin du mois de décembre, la nouvelle organisation de son groupe industriel. Cette réorganisation a touché la reconfiguration d'un portefeuille de 77 entreprises activant dans le secteur qui se réduit à 17 entreprises publiques économiques (EPE), toutes regroupées par métier d'activité.**

**Younès Djama - Alger (Le Soir)** - Son président-directeur général, Djoudi Kamel, a indiqué que cette nouvelle organisation, qui a reçu l'accord du Conseil des participations de l'Etat (CPE), a été rendue nécessaire par trois préoccupations.

La première est d'ordre industriel, car il s'agit en l'occurrence de la nécessité d'«homogénéiser les différentes entités qui jusqu'à opéraient en solo» et souvent les unes «marchant sur les plates-bandes des autres», chacune avec son plan de charge sans aucune forme de regroupement. «A titre d'exemple, toutes les opérations de chaudronnerie et de charpente à la faveur de cette nouvelle organisation sont regroupées autour d'une seule entité : l'Entreprise nationale de la charpente et la chaudronnerie (ENCC). Alors qu'auparavant, plusieurs entités y intervenaient», nous a affirmé Kamel Djoudi.

La deuxième préoccupation qui a présidé à cette réorganisation est d'ordre économique et répond à un souci de rationalisation des dépenses, puisque le nombre d'entreprises activant dans le secteur se réduit à 17 EPE. «77 entreprises, cela signifie autant de P-dg, de conseils

d'administration et de commissaires aux comptes. Et donc beaucoup de dépenses. En réduisant leur nombre, nous répondons à ce souci de rationalisation», confirme le P-dg d'Imetal.

La dernière préoccupation qui a rendu nécessaire cette nouvelle organisation du groupe industriel, porte sur le rajeunissement des compétences «fer de lance» de la nouvelle stratégie.

Concrètement, cela consiste en la mise à la retraite de près d'une dizaine de P-dg et leur remplacement par de jeunes cadres promus à ces postes de responsabilité. Il est temps de mettre au défi ces jeunes cadres même s'ils manquent d'expérience. Nous allons les accompagner», relève Kamel Djoudi.

### Cession des parts d'ArcelorMittal : l'opération «n'est pas arrêtée»

Par ailleurs, le P-dg d'Imetal a souligné que les deux préoccupations majeures, pour lui, étaient la réhabilitation du complexe El Hadjar à travers le haut-fourneau (HF) et ce, à échéance du mois de mars 2016. L'autre préoccupation consiste à mener les travaux du complexe sidérur-



Photos : DR

La réhabilitation du complexe El-Hadjar se fera à échéance du mois de mars 2016.

gique de Bellara dont les premiers essais sont prévus pour juillet-août 2016, tandis que la période affectée aux laminoirs est prévue pour décembre de cette année.

«Nous voulons mener ces travaux malgré les contraintes liées à l'amenée de gaz, électricité...», note Kamel Djoudi qui précise que les projets sont «pris en charge» par le ministre de l'Industrie.

Au sujet d'El Hadjar, le P-dg d'Imetal a démenti que l'opération de finalisation de l'accord de cession des parts d'ArcelorMittal se soit arrêtée, comme rapporté çà et là, ajoutant que d'ici la fin de janvier, un dossier complet

sera présenté aux pouvoirs publics pour approbation. Selon Djoudi, des experts financiers sont en train d'auditer l'entreprise et des juristes travaillent sur les contrats. «Tout cela prend du temps mais l'opération n'est pas arrêtée», assure le P-dg d'Imetal.

A propos du secteur des mines, cheval de bataille du ministère de l'Industrie cette année pour son apport incontestable à la sidérurgie, Kamel Djoudi assure que le seul gisement qui peut satisfaire ce besoin en fer est le gisement de Gara Djebilet eu égard au volume potentiel (2,5 milliards de tonnes) qu'il recèle, contrairement aux gisements de l'Ouenza

et Boukhadra dont les volumes sont «limités». Le P-dg d'Imetal souligne le besoin de s'attaquer à tous les «éléments pénalisants» comme le phosphore pour rendre exploitable le fer que referme ce gisement.

Le groupe industriel a obtenu l'accord de principe d'un consortium chinois pour la mise en valeur de ce gisement. Un accord qui ne sera effectif qu'après la finalisation de l'étude de faisabilité pour débarrasser ce minerai du phosphore qui rend son exploitation improbable.

Un travail est engagé avec un célèbre laboratoire canadien.

Y. D.

## SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD DE PRODUCTION DE CABINES SAHARIENNES

# La Turquie veut porter ses investissements en Algérie à 10 milliards \$ US «à court et moyen terme»

**L'Algérie et la Turquie ont annoncé hier la signature d'un protocole d'accord pour la production de cabines sahariennes, chalets et autres produits en bois (meubles et portes...). Ce partenariat, dont le montant d'investissement est estimé à 63,2 millions DA, a été conclu entre les deux sociétés turques Ozgun Insaat et Vefa spécialisées dans les structures préfabriquées et la construction en acier léger, d'une part, et le Groupe des industries locales Divindus, d'autre part.**

L'entrée en production est prévue en 2017. Selon la SG du ministère de l'Industrie qui a présidé avec le chargé d'affaires à l'ambassade de Turquie en Algérie la cérémonie de signature du protocole, il est attendu de



La demande nationale en cabines sahariennes est de plus en plus forte.

ce projet de répondre à une demande nationale de plus en plus forte, la réalisation de nouveaux produits, une contribution à l'exportation et à l'économie du pays et une diminution des importations. L'objectif à travers ce partenariat est d'arriver «à

réaliser 3 000 cabines sahariennes par mois au lieu de 2 000 par an» actuellement, a souligné la représentante du ministre de l'Industrie.

Le chargé d'affaires de l'ambassade de Turquie en Algérie a, quant à lui, salué ce partenariat

qui, rappelle-t-il, s'inscrit dans le cadre des visites effectuées en Algérie par Recep Tayyip Erdogan d'abord en tant que Premier ministre et ensuite en sa qualité de chef de l'Etat. Selon lui, la Turquie ambitionne de porter le montant de ses investissements en Algérie d'un peu plus de 2 milliards de dollars actuellement, à 10 milliards de dollars «à court et moyen terme».

Le partenariat porte aussi sur l'installation sur le site de la société Cabam Aïn M'illa d'une unité de production de fibrociment (mélange de ciment et d'amiante) dont les analyses de la matière première locale ont déjà donné des résultats probants. Il est aussi prévu l'installation d'une nouvelle ligne de production sur le site de la société SCBA Baba Ali ainsi que la fabrication de cabines blindées.

Dans le même cadre, il est annoncé que l'unité CSMA Gué-de-Constantine abriterait des

ateliers de transformation de menuiserie aluminium et PVC.

Rappelons que la société Ozgun Insaat est implantée en Algérie depuis 2004 et a, à son actif, plusieurs projets réalisés dans l'infrastructure, hydraulique et les mines et énergie. Son président a indiqué que dans le cadre de sa présence qui date d'une dizaine d'années en Algérie, l'entreprise a partagé et transféré son expérience et savoir-faire au personnel algérien, cadres et ouvriers, ajoutant que dans ses projets, la société turque a baissé le pourcentage des travailleurs expatriés à moins de 10%.

L'entreprise est ainsi arrivée à employer dans ses projets plus de 90% de personnel algérien. Quant à Vefa Holding, elle est considérée comme l'un des principaux groupes du secteur de la construction en acier léger en Turquie.

Y. D.